

*Le budget—M. Wilson*

Le gouvernement a été battu par le pays. Il a été battu à maintes reprises par les partis de l'opposition. Le budget présenté hier soir n'est pas un élément isolé. Il fait partie d'une suite d'échecs. Le gouvernement doit consulter le peuple pour lui permettre de décider. Le budget présenté hier soir constitue le sixième échec important qu'essuie le gouvernement depuis février 1980.

Voyons un peu quelle est l'ampleur des dégâts causés depuis lors. D'une manière générale, les taux d'intérêt ont augmenté de trois points. Par ailleurs, et c'est plus grave, les taux d'intérêt hypothécaires ont augmenté de six points depuis que le gouvernement actuel a pris les rênes du pouvoir. Le taux d'inflation a progressé de deux points et demi, pour approcher des 12 p. 100, soit pratiquement le record de tous les temps.

La statistique la plus importante de toutes, c'est le nombre de personnes qui sont au chômage à l'heure actuelle alors qu'elles avaient un emploi il y a deux ans et demi. Il y a 300,000 chômeurs de plus à l'heure actuelle. En comptant leur famille, cela signifie que cette recrudescence du chômage touche environ un million de personnes de plus.

On entend parler de temps à autre de faillites, ce qui ne signifie pas grand-chose si l'on n'a pas été dans ce cas. Quand on connaît des personnes qui ont fait faillite, on se rend compte que c'est très démoralisant. Elles ont perdu confiance et elles ont vu s'écrouler les rêves qu'elles voulaient réaliser. Depuis février 1980, 18,000 entreprises ont fait faillite. Pendant cette période-là, 18,000 rêves se sont effondrés. Il y a 55,000 Canadiens qui ont déclaré une faillite personnelle.

Il faut que le gouvernement se rende compte que ce sont des rêves humains qui subissent le contrecoup de sa politique. Ce qui importe, ce n'est pas le jeu politique que nous jouons ici, à la Chambre des communes, mais bien la réalité. Nous ne pouvons nous enfermer dans une tour d'ivoire, ici, à Ottawa; il nous faut nous occuper de tous les Canadiens qui perdent leur emploi ou leur entreprise. Il nous faut réparer le tort qui a été fait dans les deux dernières années et demie.

Hier soir, je me suis vraiment demandé si ce budget changerait quoi que ce soit, s'il donnerait une nouvelle orientation à notre pays. J'ai dû en venir à la conclusion que non, et le ministre le sait. La preuve en est qu'il n'a pas inclus de projections dans le budget d'hier soir. Aucune projection de cinq ans, ni même d'un an. Les seules qu'on nous ait fournies concernent l'année financière en cours. Nous n'avons même pas pu obtenir des prévisions en matière de chômage ou d'inflation. Ou bien le ministre ne sait pas ce qu'il fait, ou bien il a peur de dire la vérité aux Canadiens. Il veut la leur dissimuler.

Quel sera le taux d'intérêt l'an prochain à la même époque? Et le taux d'inflation? Combien y aura-t-il de chômeurs? Nous avons tenté de faire dire au ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Axworthy) combien de chômeurs ne pourraient plus toucher d'assurance-chômage d'ici à la fin de l'année. Ce

sont là les chiffres, les informations que nous essayons d'obtenir du ministre des Finances, mais il a eu peur, il n'a pas voulu fournir ces renseignements à la population canadienne parce que sa réputation de ministre des Finances en aurait souffert encore davantage. Les choses n'ont pas cessé de se détériorer en 15 ans. La crédibilité du gouvernement en a souffert ainsi que les Canadiens qui sont actuellement en chômage, qui subissent des taux élevés d'intérêt et qui doivent renouveler une hypothèque à 20 p. 100. C'est ce qui résulte de 15 années de mauvaise gestion économique. Nous devons renverser la situation et je proposerai des solutions un peu plus tard dans mon intervention, monsieur l'Orateur.

• (1520)

Examinons ce qui s'est passé depuis la présentation du budget, en novembre dernier. A ce moment-là, le ministre avait prédit que le taux de croissance serait de 2.2 p. 100. Hier soir, il nous a dit que cette année le taux accuserait une baisse de 2.2 p. 100. Voilà qui représente une diminution de 4.2 p. 100.

Il nous avait dit en novembre dernier que le taux de chômage serait à cette époque-ci de 7.8 p. 100. Nous savons qu'il atteint déjà 10.2 p. 100 et qu'il sera probablement plus élevé encore avant la fin de l'année. Une si grande différence en si peu de temps. C'est en partie attribuable à ses mauvaises prévisions, mais en partie aussi aux politiques désastreuses introduites dans le cadre de ce budget.

Le déficit budgétaire prouve qu'on a très mal calculé. L'année dernière, selon le budget de novembre, il devait être de 6.6 milliards. Cette année il sera de 19.8 milliards. La différence est de 13 milliards. Il est incroyable qu'il ait pu se tromper à ce point. Quand on y pense, comment un Canadien peut-il ajouter foi aux chiffres qu'il avance et aux prévisions qu'il fait. C'est pourquoi peut-être, monsieur l'Orateur, il n'a pas voulu se prononcer sur ce qui allait se passer l'an prochain, parce qu'il ne sait tout simplement pas.

C'est le manque de confiance dont je parlais au début de mon intervention. Le budget qui est en sorte du rapiéçage n'a pas du tout abordé la question. Elle n'a même pas été effleurée. Il faut changer certaines des orientations prestigieuses qui sont la caractéristique du gouvernement et qui ont tant contribué à susciter la méfiance au Canada comme à l'étranger.

Il y a eu le Programme énergétique national, l'Agence d'examen de l'investissement étranger, le budget de novembre dernier et le déficit budgétaire dont je viens de parler. Ce sont autant de signes de la gabegie et de l'ingérence excessive du gouvernement, qui causent un tort incroyable à notre pays. Il faut changer tout cela. Le budget aurait dû prouver aux Canadiens que le gouvernement comprend les soucis que leur causent ces orientations et qu'il fait ce qu'il peut pour les atténuer.